

BOUMERDÈS

FausseS informations sur les sites AADL

Le directeur du logement de la wilaya de Boumerdès a exposé, hier, devant le conseil de wilaya le dossier du logement. Dans le chapitre relatif aux habitations AADL, le premier responsable de ce secteur a donné de fausses informations à son auditoire.

En effet, il a écrit, noir sur blanc, dans le rapport de présentation — qu'il a d'ailleurs refusé de distribuer à la presse y compris sur flashdisc — que les 2 500 habitations réparties sur 5 sites (Boumerdès 93, Corso 357, Tidjelabine 910, Zemmouri 919 et Boudouaou 221) ont toutes été attribuées. «C'est faux ! Il y a encore des dizaines de logements vides qui ne sont pas encore octroyés. Je suis prêt à témoigner devant n'importe quelle instance sur ce que je dis», s'exclamait, au téléphone, un cadre de l'administration natif de Boumerdès et souscripteur de 2001.

Notre interlocuteur cible notamment le site de Boumerdès pour lequel il a opté mais où l'AADL a accepté sa demande avant de changer d'avis pour l'annuler. Notre interlocuteur, qui suit de très près l'actualité de ce dossier comme des dizaines de souscripteurs de 2001 de la wilaya de Boumerdès, lesquels ont observé

plusieurs sit-in de protestation devant le siège de la Wilaya pour fustiger l'AADL qui les a marginalisés, nous a donné les détails sur ce qu'il avance.

Selon lui, 30 appartements sont vides à Corso, 45 à Boudouaou, 10 à Tidjelabine et un nombre indéterminé à Zemmouri. «Concernant le site de Boumerdès, seuls 23 appartements sur les 93 ont été attribués à des souscripteurs de 2002 qui ont des relations en haut lieu. Ces derniers viennent généralement des autres wilayas du pays», nous dira-t-il en argumentant ses propos par des révélations détaillées sur ces heureux bénéficiaires.

Effectivement, dans la majorité des bâtiments du site en question, les logements sont vides et c'est visible de la route. Ces 93 appartements sont effectivement très convoités. Ils sont érigés au centre du chef-lieu de la wilaya à moins d'une trentaine de mètres de la plage.

Il y a lieu de rappeler que ce site a fait l'objet de deux articles dans *Le Soir d'Algérie*. Le second, daté du 4 novembre 2014, relatait le malheur de souscripteurs qui avaient opté pour ce site. Et pour cause, 30 souscripteurs de 2001 résidents de la wilaya de Boumerdès, dont celui cité plus haut, se sont vu annuler, sans aucune explication, les décisions d'affectation après avoir versé 170 000 DA (F4) ou 140 000 DA (F3) comme première tranche. Plus grave, l'AADL avait refusé, en 2011, d'obtempérer à l'injonction du wali Kamel Abbès qui exigeait la distribution immédiate de ces logements. Nous nous sommes présentés à la direction générale de l'AADL, sise à Saïd-Hamdine, pour avoir plus d'éclaircissements, le DG de l'époque avait refusé de nous recevoir. Depuis, rien n'a vraisemblablement changé.

Le scandale étouffé de la construction
Quant au premier article (*Le Soir d'Algérie* du 26 septembre 2010), il relatait un scandale étouffé au sujet de la construction

de ces 93 logements. Leur sécurité avait été effectivement posée à cause du béton défectueux coulé pour ériger les superstructures de certains bâtiments.

La faute incombait à une entreprise libanaise, Kherrat Général Entreprise, à qui le projet avait été confié, en 2009, après avoir été retiré à trois entreprises algériennes. Ces dernières, au lancement des travaux en 2006, se sont aperçues que l'architecte de l'AADL s'est trompé dans la conception des plans. Il avait sous-évalué les quantitatifs et fait des erreurs de calcul.

Par conséquent, les trois entreprises avaient exigé la signature d'avenants. Ce qu'attendait l'AADL pour résilier les trois contrats avant de confier, gré à gré, le marché global à l'entreprise libanaise laquelle ne s'est pas empêchée de doubler — voire tripler — les prix de réalisation avec, en sus, une erreur — ou un acte délictueux — sur la consistance du béton.

Notons que cette société pouvait transférer 28% du montant du marché en devises. La norme minimale d'écrasement du béton exigée par la réglementation algé-

rienne est de 230 bars. Or, celui coulé dans les superstructures de plusieurs bâtiments par l'entreprise libanaise ne résistait qu'à une pression de 170 bars. C'était le constat du CTC (Contrôle technique de construction). Ce qui avait fait dire à un technicien du CTC, qui suivait de près cette affaire : «Pour moi, ces logements sont à démolir.» Par la suite, sur conseil du même organisme de contrôle, les appartements en question ont été confortés. Des travaux supplémentaires à facturer.

En 2010, nous avons pris contact avec les responsables de l'entreprise libanaise et envoyé nos questions écrites à l'AADL pour savoir si les 35 appartements réalisés par les trois entreprises algériennes sont effectivement inclus dans la nouvelle facture, le coût réel de ces logements, la cause du coulage de ce mauvais béton, le sort final des appartements défectueux, la liste des attributaires...

Les deux partenaires n'avaient pas daigné nous éclairer. D'ailleurs, ils n'ont démenti aucun terme de notre article de 2010.

Abachi L.

AÏN-TÉMOUCHENT

Plus de 3 000 candidats pour 90 postes dans l'éducation

La Direction de l'éducation de la wilaya de Aïn-Témouchent a lancé avant-hier un concours pour le recrutement des différents agents et ouvriers professionnels au niveau des trois paliers de l'éducation.

Des recrutements pour combler les postes vacants estimés à 90, selon Hadj Saïd, responsable du service des études et examens au niveau de la Direction de l'éducation de la wilaya. Le même respon-

sable ajoute que cette opération se déroule dans les différents centres de formation professionnelle des daïras de Aïn-El-Arba, Hammam Bou-Hadjar, El-Amria et Aïn-Témouchent, l'opération devra

être organisée après la collecte des dossiers du 2 au 9 janvier courant, l'opération a vu aussi l'organisation d'un concours de poste de chauffeur au circuit réservé à la conduite et pour lequel 200 candidats ont déposé leurs dossiers pour pourvoir les deux postes vacants.

Concernant les postes d'agents des corps communs, 2 000 candi-

dates ont déposé leurs dossiers pour combler les 70 postes mis en jeu, pour ce qui est de l'opération relative aux agents administratifs où 550 postulants ont déposé leurs demandes pour pourvoir les 6 postes alors que pour les laborantins, 11 postes sont réservés pour combler les postes vacants, ajoute la même source.

S. B.

RELIZANE

Des routes toujours pas goudronnées

El Ghemaizia, cette belle localité relevant de la commune d'Oued Djemaâ, à l'est de Relizane, n'a toujours pas bénéficié des travaux de goudronnage de ses rues. Vétustes et dans un triste état, les routes de cette paisible localité nécessitent aujourd'hui plus d'égard des autorités locales.

Au quartier la Cité des logements, les routes sont impraticables, les automobilistes trouvent toutes les peines du monde à rouler sur des routes défoncées.

De leur côté, les habitants de plusieurs quartiers d'El Ghemaizia souhaitent une amélioration rapide de leur cadre de vie, avec une priorité à la remise en état des routes

de la localité. Un appel qui doit être favorablement reçu par les autorités locales. Ces dernières doivent réagir suivant les instructions du ministère de l'Intérieur et de la wilaya de Relizane.

En fait, deux instructions ont été adressées par les pouvoirs publics aux APC de la wilaya de Relizane afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens d'El Ghemaizia.

A. Rahmane

SIDI-BEL-ABBÈS

Colère des revendeurs informels recasés au marché El Houfra

Ce sont des commerçants du marché appelé «El Houfra», situé dans le quartier Graba de la ville de Sidi-Bel-Abbès qui, dans la journée de lundi, ont manifesté leur ras-le-bol d'être «isolés» dans ce lieu de commerce qui ne draine pas grand monde.

Les commerçants interpellent le wali avec deux alternatives à leur situation : soit attribuer la totalité des locaux aux revendeurs à la sauvette, soit procéder à la fermeture de ce grand marché qu'occupent actuellement une poignée de revendeurs seulement qui ont déposé des demandes pour être fixés et soumis

aux taxes d'imposition. «Il y a quelques échoppes qui sont ouvertes dans ce marché, le peu d'étalage de produits rebute les clients qui préfèrent aller vers des endroits mieux achalandés et plus fréquentés.

En conséquence, nous ne faisons pas plus de recettes pour subvenir aux besoins de nos familles.

Le marché El Houfra ne fait pas l'engouement d'éventuels clients qui fuient même cette surface commerciale qui, pourtant, dispose de plusieurs dizaines d'échoppes et ne demandent qu'à être occupées et se faire une publicité : «Le marché des bonnes affaires pour les petites bourses comme l'était «Trig l'article» maintenant déserté de ses petits revendeurs qui faisaient le bonheur des petits budgets. Les prix étaient imbattables, les produits étaient voire bradés et on trouvait de tout dans cette avenue commerçante située en

plein centre-ville.» Les pouvoirs publics ont réagi à l'anarchie qui prévalait dans cette artère, devenue piétonnière par la force des choses malgré tous les efforts des services de sécurité. Et les revendeurs ont été obligés d'opter pour un lieu régulé, soit à proximité du marché de gros de l'Ofra, soit au niveau de ce fameux marché El Houfra. Si la plupart des revendeurs ont abandonné leur activité pour d'autres projets, certains ont accepté de se caser dans les lieux proposés. Mais malheureusement, peu de temps après leur installation,

ils crient à l'absence d'acheteurs qui les boudent. Dans la journée du lundi, les commerçants d'El Houfra ont dénoncé leur situation de plus en plus précaire en l'absence d'une réaction des autorités locales pour «peupler» ce marché en vue d'attirer les acheteurs avec des locaux tous occupés et bien achalandés. Sinon, ils demandent à être recasés ailleurs.

Le sit-in de ces mécontents s'est fait sous le regard des policiers et aucun incident majeur n'a émaillé ce rassemblement.

A. M.

**NUMÉRO VERT
DE LA DGSN
À MOSTAGANEM
750 appels
en décembre**

Le bureau spécial de réception des appels a reçu 750 appels téléphoniques sur le numéro vert (1548) et celui de police secours (17) le mois de décembre écoulé, selon un communiqué rendu public lundi dernier par la cellule de communication relevant de la Sûreté nationale de wilaya.

Il s'agit de 268 appels concernant les renseignements et l'orientation, 198 appels d'intervention et de secours, 71 signalements des accidents de la circulation, 23 plaintes pour vol, ainsi que 190 appels divers.

Ce nombre d'appels traduit la large diffusion du numéro vert pour la population, ce qui dénote une prise de conscience chez le citoyen et c'est grâce à ce numéro vert que la criminalité sous toutes ses formes a connu une baisse.

A. B.